



Avant-propos

Réformer ne peut se faire sans un débat raisonnable, informé et apaisé

par

Pierre Garello

Directeur de la rédaction

Il est un point, probablement le seul, sur lequel tous les candidats s'accorderont : notre démocratie a besoin d'être réformée (renovée, repensée, etc.) car « les choses pourraient aller mieux » et d'ailleurs, « si vous me faisiez l'honneur de m'élire alors... ». Oui, ce n'est pas l'ambition qui manque dans les propos des candidats ; et d'une certaine façon c'est là une bonne chose. Ce qui manque c'est l'analyse sur laquelle fonder ces ambitions.

Dans ce pays qui se targue d'avoir apporté « les Lumières » au monde moderne, d'avoir libéré l'usage de la raison pour penser un monde meilleur, est-il encore envisageable d'avoir un débat... raisonnable sur les choix de politiques qui vont impacter le futur de tous



et de chacun ? Je fais partie de ceux qui sont tentés de répondre instantanément par la négative : les débats « politiques » -- que je ne suis le plus souvent que de loin -- me dépriment ; au journal télévisé le radiotrottoir a été substitué à la réflexion, on « balance » des chiffres dans tous les sens sans jamais les expliquer et l'on discute plus des « affaires » des candidats que de celles de notre démocratie.

Pourtant ! Dans notre démocratie comme dans toute démocratie, aucune réforme ne sera envisageable tant qu'un consensus suffisamment large ne se dégagera autour de la nécessité de quelques réformes, pas forcément nombreuses, mais radicales. C'est l'absence d'un tel consensus qui explique que rien n'a bougé dans ce pays depuis les réformes socialistes des années Mitterrand qui elles-mêmes s'inscrivaient dans la continuité des réformes d'après-guerre. Conséquence : le pays s'engluie dans le statu quo, régresse, lentement mais sûrement, dans la plupart des comparatifs internationaux (PIB par habitant, libertés économiques, PISA, qualité des soins, finances publiques) ; ce qui n'empêche pas bien entendu nos ténors de la politique -- à commencer par ceux qui sont au pouvoir -- de crier « que nenni ! » et d'affirmer la tête haute -- tel notre bon coq gaulois -- que nous sommes bien toujours les meilleurs du monde (et pas qu'en football !).

Si nous nourrissons quelques ambitions pour notre futur nous n'avons donc pas le choix : il nous faut travailler à l'émergence d'un vrai débat et tâcher de dégager ce nécessaire consensus. La bonne nouvelle c'est que nombreuses sont les réformes qui, bien conçues, débouchent sur du gagnant-gagnant. Je pense par exemple aux réformes touchant au système de santé, aux retraites, à l'éducation... Les systèmes actuels ne font que des mécontents, du côté des élèves, des étudiants, des retraités et des patients, comme du côté des praticiens (médecins, infirmiers) des enseignants ou des cotisants.

Il sera par définition plus difficile de revenir sur des privilèges. Le mieux souvent consiste à les « racheter » : c'est douloureux à court terme pour ceux qui versent la « compensation », mais on pourra au moins repartir sur une situation assainie (nous pensons en particulier à des « professions réglementées »).



C'est sans doute sur les sujets moins « économiques » que le consensus sera a priori plus difficile à trouver. Nous le savons, le libéralisme est fondé sur la liberté, la responsabilité individuelle et le respect de la dignité des personnes, mais il est aussi construit fondamentalement à partir de l'idée de tolérance. Nous ne devons pas imposer aux autres notre façon de vivre, de penser, d'agir tant qu'ils respectent la nôtre et ne la mettent pas en péril. Nous devons accepter qu'ils aient une idée différente de la Vérité, que certains prient un autre Dieu ou soient incroyants, qu'ils consomment, se distraient, conçoivent l'éducation différemment de nous. En étant tolérant nous respectons la liberté de l'autre, sa dignité. Nous devenons aussi de la sorte tous égaux devant la loi humaine qui protège chacune et chacun de nous contre les agressions d'autrui.

Mais évidemment cette indispensable tolérance ne nous prive pas de penser que l'autre est dans l'erreur et d'œuvrer de toutes nos forces pour qu'éclate ce qui, nous en sommes convaincus, est la Vérité. C'est même, pour beaucoup, un devoir moral : pour le chrétien, le juif, le musulman tout comme pour l'apôtre de l'égalitarisme, du féminisme ou de l'écologisme « politique ». Il faut à tout prix défendre « la cause ». Pour le libéral cela est d'autant plus vrai que l'idée même de tolérance, de dignité humaine et de liberté peut être directement menacée par la défense de certaines « causes » embrassées par une partie de nos concitoyens.

Il faut donc s'attendre dans une démocratie libérale à la tenue de débats passionnés, surtout dans un pays latin comme le nôtre, peuplé d'individus « au sang chaud ».

Le danger est évidemment que tout cela tourne au combat de coqs ! Adieu alors la recherche d'un consensus nécessaire à la réforme. Tout le monde se range en ordre de bataille, chacun se liguant avec celles et ceux qui partagent la même Vérité, les mêmes valeurs et les lances seront dressées contre les infidèles ! Il n'y a plus de débat car personne n'est là pour écouter l'autre. Les rêves d'un large consensus s'évaporent. Au lendemain de la bataille (électorale) tout le monde, ou presque, est



perdant mais on se consolera en se disant que l'on s'est tout de même bien battu...

On le voit, même dans une démocratie libérale, délibérer ensemble, de façon raisonnable, sur les affaires qui concernent tous n'est pas chose aisée. C'est encore plus difficile dans nos démocraties « sociales » et « redistributives », car le gagnant peut aisément spolier les perdants et les batailles n'en sont que plus âprement disputées.

Pour en sortir quelqu'un doit faire le premier pas et les libéraux, parce qu'ils portent cette tradition de tolérance, sont bien placés pour le faire.

Une fois les esprits disposés à un vrai débat, celui-ci pourra enfin avoir lieu. Et s'il est sans doute illusoire de rechercher l'unanimité sur tous les sujets, ce consensus large sur quelques réformes essentielles dont nous parlions plus haut aurait au moins ses chances.

C'est dans cette perspective que nous revenons à travers les différentes rubriques de ce quinzième numéro sur quelques-uns des dossiers (fiscalité, décentralisation, dépenses publiques, écologie, Europe, inflation...) qui devraient être objets de débats au cours des élections à venir.

Cet effort n'est pas nouveau : au-delà de ce numéro, c'est le *Journal des libertés* tout entier qui a été conçu à cet effet : développer et présenter l'argumentation libérale pour les partager dans un débat vrai et apaisé. Vous trouverez d'ailleurs ci-dessous, classés par thèmes, un large échantillon des contributions publiées ces quatre dernières années. De quoi nourrir, nous l'espérons, un débat prometteur.

Plus que jamais je vous souhaite donc une bonne lecture et vous donne rendez-vous à l'année prochaine !

Table des matières thématique du *Journal des libertés* du n°1 au n°14

Constitution

- *La constitution : moyen efficace de limiter l'Etat ?* de J. Ph. Feldman (n°1)
- *Force et faiblesse de la démocratie directe : les leçons de l'expérience suisse* de P. Bessard (n°4)



- *Constitution, état d'exception et état d'urgence sanitaire*, de J. Ph. Feldman (n°9)

Droit social/travail

- *Libre propos sur la réforme du droit du travail* de A. Bugada (n°1)
- *Les gilets jaunes défendent leur droit, mais lequel ?* de P. Garelo (n°3)
- *La saga des salariés détachés dans l'Union européenne* de V. Renaux-Personnic (n°4)
- *Liberté pour les travailleurs détachés* de P. Salin (n°4)
- *Théorie et pratique de la redistribution : une critique de Rawls et Piketty* de H. Gissurason (n°6)
- *Corps intermédiaires et cohérence sociale* de P. Coulange (n°8)

Dépenses publiques

- *Biens publics, services publics, dépenses publiques* de J. Garelo (n°5)
- *De la nécessité d'introduire l'esprit d'entreprise dans les secteurs aujourd'hui publics* de P. Garelo (n°6)
- *Une critique de l'Etat entrepreneur de Mazzucato* de A. Mingardi (n°12)
- *Une critique « autrichienne » du concept keynésien de demande globale* de P. Salin (n°10)
- *Demande globale : ce que dit le keynésianisme extrême* de J. Garelo (n°10)
- *Le coût réel de la dette publique* de F. Facchini (n°9)
- *Quoi qu'il en coûte – Réflexions sur le financement des crises* de P. Garelo (n°13)
- *La dynamique des dépenses publiques et l'exception française* de J. Ph. Feldman (n°13)
- *L'exception française : une idée reçue ?* de F. Facchini (n°13)
- *L'éthique de la répudiation de la dette publique* de F. Facchini (n°14)

Droits fondamentaux/valeurs/éthique

- *Le droit de propriété*, de J.-F. Mattéi (n°1)
- *Libéralisme et évolution culturelle* de A. M. Petroni (n°2)
- *Libéralisme, économie et morale* de J. Ph. Feldman (n°2)
- *Liberté de l'individu et liberté du sujet* de C. Delsol (n°3)
- *Libéral ou libertaire*, de P. Nemo (n°4)
- *Vrai et faux libéralisme* de A. Laurent (n°5)
- *Lois bioéthique : quelles libertés et quels enjeux éthiques ?* de P. Coulange (n°11)
- *Le mythe de la justice sociale* de P. Salin (n°12)
- *Liberté chrétienne et culture européenne* de P. Nemo (n°14)

Éducation

- *Éducation : l'heure de vérité de Philippe Jamet* de J. Ph. Delsol (n°3)
- *Faut-il casser le monopole des universités publiques* de J. Ph. Delsol (n°11)
- *Il faut cultiver l'art de réformer : le cas des universités*, de P. Garelo (n°11)
- *Tous les jeunes français à l'école primaire jusqu'à 17 ans ?* de P. Nemo (n°12)
- *Un secret de fabrication de « la fabrique du crétin » : la séquence* de P. Nemo (n°13)
- *Une jeunesse insoumise : le poids de l'éducation* de J. Garelo (n°13)
- *Les expériences de libre choix de l'école* de L. Debroas (n°13)

Entreprise et marché

- *Actionnaires et profits devant la théorie économique* de J. Garelo (n°1)



- *La réforme de la SNCF : beaucoup de bruit pour rien*, de R. Ktorza (n°4)
- *La responsabilité sociale de l'entreprise : une nouvelle doxa toxique ?* de S. Schweitzer (n°6)
- *La convergence avec l'Allemagne, une exigence pour redresser la France* de A. Mathieu (n°6)
- *La nature de l'entreprise* de P. Salin (n°6)
- *Responsabilité sociale de l'entreprise – Retour sur un mirage conceptuel* de E. Queinnec (n°11)
- *Une autre mondialisation ?* de J. Garello (n°9)
- *Les désaccords éthiques dans l'entreprise – Note de lecture* par F. Facchini (n°9)
- *Steven Horwitz : cinq essais sur l'économie de marché* de E. Martin (n°14)

Environnement

- *L'environnement n'a pas de droits* de J. Ph. Delsol (n°2)
- *Environnement : le temps de l'entrepreneur* de M. Falque et J. P. Chamoux (n°3)
- *Réguler l'écologie au moyen de la liberté : Bref plaidoyer en faveur de l'écolibéralisme* de E. Queinnec (n°5)
- *Quand l'écologie devient tyrannique* de J. Ph. Delsol (n°10)
- *Greta Thunberg et l'écologie liberticide* de J. Ph. Feldman (n°10)
- *Esquisse d'une économie politique du changement climatique* de J. G. Hülsmann (n°11)
- *Protéger la biodiversité* de F. Facchini (n°11)
- *Gérer les déchets* de F. Facchini (n°13)

Europe

- *Pour une Europe diversifiée mais unie sur les principes* de P. Salin (n°1)
- *Le Groupe constitutionnel européen : comment contraindre le pouvoir du gouvernement au niveau européen* de R. Vaubel (n°4)
- *Quelle est « notre » Europe ?* de J. Ph. Delsol (n°4)
- *L'Europe des non choix* de J. Garello (n°4)
- *Réflexions sur de nouvelles institutions européennes*, de J. Ph. Feldman (n°5)
- *L'impasse de la fédéralisation de l'Union européenne* de G. Kerr et C. O'Driscoll (n°6)
- *750Mds d'euros pour Next Generation EU ! Qu'est-ce qui a fait plier les réticents ?* de A. Fink (n°11)
- *La subsidiarité : Référence formelle ou principe fondateur* de M. Kerber (n°4)
- *Vers une dictature souveraine de la Commission européenne ?* de M. Kerber (n°13)

Fédéralisme/sécession/décentralisation

- *Dossier sur la sécession* de J. Ph. Feldman (n°1)
- *Catalogne : considérations sur une crise qui nous concerne* de Carlo Lottieri (n°1)
- *Le déclin des États-Nations par fragmentation et sécession* de B. Lemennicier (n°2)
- *Le prétendu 'intérêt général' fondement d'une métropole illibérale* de G. Bramoullé (n°3)
- *Démocratie et/ou subsidiarité* de J. Ph. Feldman (n°8)

Fiscalité

- *Succès de la réduction de l'impôt sur les sociétés au Canada : une leçon pour la France* de M. Bédard et K. Brookes (n°3)
- *L'illusion fiscale : une réalité et une menace* de P. Dray (n°11)



- *Dépenses publiques et fiscalité* de P. Salin (n°9)

Immigration

- *L'immigration ou la tragédie de Madame Merkel* de G-F. Dumont (n°4)
- *Plus d'immigration ne veut pas dire moins de liberté économique* de B. Powell (n°4)

International

- *La crise biélorusse et ses conséquences* de K. Stanchev (n°11)
- *La parole enchaînée de Joshua Wong – Note de lecture* par N. Lecaussin (n°9)

Justice

- *Les mesures d'indépendance de la justice* de F. Facchini, (n°10)
- *Plus de croissance économique grâce à une justice indépendante* de S. Voigt, L. Feld, J. Gutmann (n°10)
- *Sans juge il n'y a plus de droit* de J. Gavaudan (n°10)

Monnaie/banque centrale/inflation

- *Où est passé l'argent créé par les banques centrales ?* de H. Lepage (n°1)
- *Autres aspects des effets économiques des politiques des Banques Centrales* de J. P. Centi (n°1)
- *Le cas contre la cible des 2% d'inflation -Brendan Brown* de P. Simonnot (n°2)
- *Penser la prochaine crise économique avec Hyman Minski* de S. Laye (n°2)
- *La finance de marché, ressort de l'ordre monétaire mondial* de H. Lepage (n°2)
- *A bas le privilège des 'Too big to fail'* de H. Lepage (n°3)
- *LIBRA, Bitcoin : vers le pluralisme monétaire ?* de N. Janson (n°7)
- *La théorie monétaire moderne : avenir de la monnaie ?* de E. Martin (n°9)
- *Renforcer l'architecture de la zone euro : un vœu pieux* de J. P. Centi (n°9)
- *Inflation : la grosse farce des QE* de H. Lepage (n°10)
- *Pourquoi l'inflation reste faible alors que la masse monétaire augmente* de F. Facchini (n°10)

Nouvelles technologies et liberté

- *Un système de co-gouvernance pour un monde digital qui inspire de nouveau la confiance* de F. Chehadé (n°4)
- *Le monde doit-il être « ubérisé » ?* de P. Salin (n°11)
- *La fin de l'individu : voyage d'un philosophe au pays de l'intelligence artificielle – Note de lecture* de J. P. Chamoux (n°10)

Religions

- *L'islam libéral : concept, contextes et limites* de A. Belhaj (n°12)
- *Accueillir la parole des dissidents de l'islam* de A. Laurent (n°12)
- *Islam, chrétiens d'Orient et citoyenneté* de A. Fleyfel (n°12)
- *Islam et institutions de la liberté* de F. Facchini (n°12)
- *L'actualité de la pensée économique de Ibn Khaldûn* de J. Ph. Delsol (n°12)
- *Fratelli Tutti – Notes de lecture* de J. Y. Naudet (n°11)
- *Monseigneur Freppel, un évêque engagé dans la bataille économique et sociale* de J.Y. Naudet (n°2)



- *Catholique et libéral : un déni ou un défi ?* de P. Garello (n°2)

Retraites

- *Dossier retraite* (n°7)
- *L'épargne pour une vraie réforme des retraites* de L. Pahpy (n°3)
- *Éloge de la capitalisation* de J. Garello (n°3)
- *Pour un système de retraite qui marche*, de J. Piñera (n°3)
- *Retraites : les réformes pour la forme* de J. Garello (n°6)
- *Mixer répartition et capitalisation : ça marche ! L'expérience des pharmaciens* de M. Durand (n°7)
- *Rapport Delevoye : présentation critique* de J. Ph. Delsol (n°7)

Santé

- *Si la santé est précieuse, confions sa gestion au marché* de P. Bentata (n°9)
- *Comment préserver les libertés du coronavirus* de J. Ph. Delsol (n°9)
- *Propriété des vaccins : brevet ou concurrence* de J. Garello (n°13)
- *Les vaccins COVID, entre réalités épidémiologiques et fantasmes de Moi-Soleil* de D. Godefridi (n°14)